

Le développement durable séduit toujours plus d'investisseurs

Le développement durable influence lentement mais sûrement le monde de l'investissement. Réveil des consciences, simple effet de mode ou évolution naturelle du processus de gestion?

Une conférence organisée récemment à Genève, traitant des risques climatiques en relation avec le marché des actions, a fait salle comble. Et c'est avec attention que le public a écouté les propos plutôt alarmistes du directeur général du WWF international sur l'état de notre planète et s'est intéressé aux solutions d'investissement proposées par des spécialistes financiers. Ces derniers ont présenté en détail leurs fonds de placement en actions sélectionnant les entreprises selon des critères de développement durable ainsi que des fonds thématiques sur les énergies renouvelables ou la gestion de l'eau. Faut-il voir dans cet intérêt, un désir d'engagement des investisseurs pour préserver notre planète ou plutôt une prise de conscience que ces enjeux climatiques, environnementaux et sociaux vont influencer de manière grandissante l'économie mondiale et indirectement la performance financière des entreprises? Si

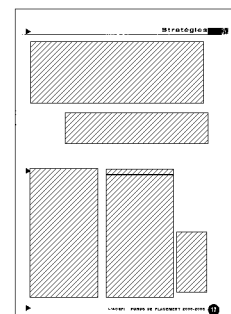
l'on ne peut estimer précisément le pourcentage représenté par la première catégorie, force est de constater qu'une large majorité des investisseurs fait partie de la seconde.

Une gestion performante

Le développement durable appliqué à l'investissement, appelé plus communément Investissement Socialement Responsable (ISR), dépasse aujourd'hui largement la dimension éthique et s'apparente désormais à une gestion performante et responsable. L'ISR devient l'affaire d'investisseurs orientés à long terme, dont l'objectif est de battre leur indice de référence et d'optimiser leur couple risque/rendement. Ils privilégient en conséquence des entreprises de première qualité, affichant des choix stratégiques clairs, une structure saine de gouvernement d'entreprise et une gestion globale de leurs



*Angela de Wolff
 Responsable
 Recherche ISR,
 Lombard
 Odier Darier
 Hentsch & Cie.*



Lieferschein Nr.: 2823804 Medien Nr.: 3952 Medienausgabe Nr.: 277338 Objekt Nr.: 13830082 Subobjekt Nr.: 1 Lektoren Nr.: 12 Abo Nr.: 220031 Treffer Nr.: 21533134

Un désir d'engagement des investisseurs pour préserver notre planète?

risques économiques, sociaux et environnementaux.

Dans le monde institutionnel, de nombreuses caisses de pension revendiquent leur volonté d'investir de manière responsable tout en respectant leur devoir fiduciaire de performance. USS (Universities Superannuation Scheme) figure parmi les pionniers en la matière. Cette institution britannique dotée de 20 milliards de livres plébiscite depuis 1999 le développement durable au travers de l'engagement actionnarial. En France, le Fonds de Réserves des Retraités (FRR) a lancé en août de cette année un appel d'offre ISR de 600 millions d'euros, et aux Etats-Unis Calpers a indiqué son intention de poursuivre son engagement dans ce domaine. La demande institutionnelle est certes plus visible, néanmoins la présence des investisseurs privés dans ce segment n'est pas négligeable mais plus difficilement quantifiable.

Globalement en Europe, les mandats

institutionnels liés à la thématique du développement durable, que ce

soit en sélectionnant les meilleures pratiques environnementales et sociales ou par de l'activisme actionnarial, s'élevaient au premier semestre 2005 à près de 73 milliards d'euros. Les mandats basés sur l'exclusion de certains secteurs d'activité (armement, tabac, etc.) ou sur la sélection des meilleures pratiques en matière de gouvernement d'entreprise totalisaient des encours supérieurs à 350 milliards d'euros.

Face à l'accroissement de cette demande, la plupart des instituts bancaires et financiers ont tenté de répondre présents. Les études de brokers sur des thématiques liées à l'ISR ont été multipliées par 4 entre 2004 et 2005.

Ils reconnaissent que les risques environnementaux et sociaux, et par symétrie le risque d'image et le risque juridique, pèsent de plus en plus sur la valeur des entreprises et influencent leur parcours boursier. Néanmoins tous font face à la même difficulté, à savoir de faire le lien entre l'appréciation de ces risques et leur impact financier. La qualité et la pertinence des outils d'analyse et des véhicules d'investissement intégrant ces risques restent encore très disparates dans le marché. Le

choix original de Lombard Odier Darier Hentsch en la matière mérite que l'on s'y attarde.

Un banquier privé parmi les pionniers

Dès 1996, notre établissement a initié la réflexion sur l'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernement d'entreprise dans l'analyse financière et la gestion de ses investissements.

La reconnaissance de l'influence croissante des actifs intangibles sur la performance boursière des sociétés, telle que la capacité à innover,

à fidéliser la clientèle, ou à protéger l'environnement, a conduit le département de la Recherche actions à s'intéresser à ces travaux d'analyse, à les utiliser dans son processus d'évaluation, et enfin à les intégrer de manière systématique dans le calcul du profil de risque des entreprises. Cette intégration s'est concrétisée en 2002. Lombard Odier Darier Hentsch s'est donc doté d'une méthodologie propriétaire intégrant les aspects extra financiers; notre approche d'évaluation dite des «3 piliers» se base sur une matrice d'analyse commune aux risques financiers, sociaux et environnementaux. Le résultat est traduit pour chaque entreprise dans le calcul de sa prime de risque. Ce nouveau standard est appliqué à l'ensemble de l'univers d'investissement du département de Recherche actions.

Basée sur cette expertise, une offre large et diversifiée en matière d'ISR a été développée par la banque. Cette offre englobe la gestion de mandats actions suisses, européens et internationaux, ainsi qu'une activité

de conseil pour toute classe d'actifs. Tout récemment, elle s'est enrichie de deux nouveaux concepts d'investissement: un «basket» sur les énergies renouvelables et un fonds actions monde alliant expertise ISR

et gestion quantitative (LODH Invest International SRI – Quant). Le fonds «LODH Invest International SRI – Quant» constitue la vitrine de la capacité d'innovation de notre maison et de son savoir-faire en matière d'ISR et de gestion quantitative. Le mode d'investissement de ce fonds est basé sur une analyse structurée des données sociales, environnementales et de gouvernement d'entreprise. Une fois l'analyse réalisée et l'univers d'investissement défini, la sélection des titres s'effectue à l'aide d'un outil quantitatif très performant développé en interne. Ce fonds remplit les besoins des clients les plus exigeants en matière de couple risque/rendement.

Une tendance de fond

Le «basket-LODH» sur les énergies renouvelables, au format plus flexible et donc mieux adapté à un secteur encore jeune, répond quant à lui à une tendance de fond. On reconnaît l'urgence de trouver des alternatives énergétiques aux sources fossiles (pétrole, charbon, gaz) dont les réserves sont limitées et dont les émissions croissantes contribuent au réchauffement climatique.

Face à une économie globalisée, les enjeux environnementaux, de santé et sécurité, de réputation et de gouvernance vont représenter des défis majeurs pour les entreprises. Négliger ces éléments dans la prise de décision d'investissement constituera un

Lieferschein Nr.: 2823804 Medien Nr.: 3952 Medienausgabe Nr.: 277338 Objekt Nr.: 13830082 Subobjekt Nr.: 3 Lektoren Nr.: 220031 Treffer Nr.: 21533134

risque certain pour les investisseurs. En bref, la mise sur le marché régulière de produits d'investissement liés au développement durable, au changement climatique ou au gouvernement d'entreprise confirme cette volution profonde. Les principaux acteurs financiers ont d'ailleurs développé une offre plus ou moins élaborée en la matière. Il ne reste plus qu'à faire un choix sélectif et avisé. ■

Gestion institutionnelle ISR (Europe)

Actifs sous gestion (milliards euros)

Mandats «best in class»	32
Mandats développement durable	4
Engagement	32
Activisme	5
Exclusion et/ou gouvernement entreprise	350
Total	423

Source: Mercer Oliver Wyman, 2005

